

La France, l'Allemagne et l'Europe : le fameux "grand- écart". Paradoxes de deux systèmes fiscaux et sociaux à la fois proches et divergents, confrontés à leurs histoires et leurs limites. Evolutions ou régressions au regard de la macronie récente.

Préambule:

On ne peut comprendre les mécanismes sociaux et fiscaux des deux pays, et de l'Europe, sans se plonger leur histoire et leur culture, histoire politique et sociale, histoire des religions (ou de laïcités..). Ce passé qui a créé à la fois des proximités et des différences, des divergences, les chocs immenses que l'on connaît.

Proximité de valeurs, les valeurs fondatrices de l'Europe, issues des lumières, de Goethe, comme de Victor Hugo ou de Voltaire, pour ne citer qu'eux mais aussi des révolutions et révoltes, nombreuses, pour la liberté (de pensée, de parole et d'action), contre les inégalités, révoltes qui ont rythmé les siècles passés, et encore maintenant (gilets jaunes), avec sans doute un épicentre en France, mais qui ont affecté toute l'Europe de différentes manières, enfantant des démocraties et des valeurs communes que l'on connaît : La liberté, la démocratie, et les droits de votes (homme, femme...), la famille, comme socle social et de vie, les droits de l'homme- et la femme - les constitutions.

Droits de l'homme et constitutions (ou loi fondamentale - Grundgesetz) qui instaurent, on n'y arrive, l'impôt (et non les cotisations et la protection sociale ...), soit l'obligation pour tout le monde de contribuer à l'effort national mais aussi l'égalité devant l'impôt. D'où les rejets souvent de lois discriminantes par le conseil constitutionnel...

Après avoir cité ces fondamentaux- résumés- déjà pas mal car certains pays dans le monde ne les ont pas encore intégrés à ce jour, voir s'en éloignent, fondamentaux qui fondent un **socle de valeurs entre la France, l'Allemagne et les autres pays d' l'Europe**, et qui ont tout de même mis un certain temps à se mettre en place, avec les retours en arrière douloureux que l'on connaît... **force est de constater qu'entre alors en jeu un certain nombre de divergences, d'oppositions sociétales et évolutions historiques, de vécus nationaux et régionaux** (en Allemagne en particulier avec une décentralisation beaucoup plus forte - les Länder - quand on est en Bavière on n'est pas à Berlin ou Hamburg et cela de présent très fortement), divergences qui ont tendance à s'accroître avec les problématiques et crises économiques récentes.

On peut voir **d'un côté une société basée sur l'économie (forte)**, la compétitivité, le respect des budgets, les excédents, une monnaie (forte) ... et où l'on ne distribue que ce que l'on a pas dans les caisses. Les pays du Nord de l'Europe. Où l'on affiche les excédents avec fierté que le fronton des hôtels de villes/ Rathaus (cf Dusseldorf) et on fait des réserves. Influence luthérienne.

De l'autre côté (du Rhin), une société jacobine basée sur la notion de l'état providence et son intervention, la politique familiale et la protection sociale, prioritaire même si les caisses sont vides. **La France et les pays du sud de l'Europe, qui ont toujours depuis l'après-guerre réajusté** leurs monnaies et leurs économies par des dévaluations. Ce qui n'est plus possible depuis l'Euro. L'écart se creuse

D'un côté on privilégie la transmission, soit la réussite que l'on transmet à ses enfants (le Mittelstand) dans le cadre de l'entreprise familiale (d'autant plus étonnant que l'on en manque, d'enfants), **de l'autre on pratique la réussite vendue aux grands groupes français** pour le transformer en patrimoine personnel (immobilier etc ...) pour ses vieux jours et mettre à l'abri ses proches ...

Des politiques fiscales et sociales opposées qui en résultent, qui n'infléchissent pas et dont on peut citer des exemples plus ou moins récents :

- **côte français : on creuse l'écart avec les prélèvements sociaux** qui augmentent avec chaque loi de finance et pouvoir en place de droite comme de gauche depuis 30 ans bientôt, et qu'on essaye d'appliquer même aux étrangers non imposables en France ni bénéficiaires de la sécurité sociale, et on collecte un impôt sur la fortune symbolique socialement mais inutile car il coûte plus qu'il ne rapporte ... Tous les autres pays y ont, après un calcul rationnel, renoncé. Mais on accord de multiples crédits d'impôts pour compenser (emplois à domicile, garde d'enfants etc ...) et autres réductions (isolation etc ...)

- **cote allemand : on s'enferme dans le quasi-psychorigidité budgétaire**, même quitte à rejeter le budget européen. On fait rentrer un million de migrants pour faire face à une demande de main-d'oeuvre à bas coûts sans mesurer vraiment les conséquences sociales et politique ni de la cohérence européenne à ce niveau. On maintient les mini jobs, emplois au rabais, plutôt que d'avoir une politique sociale ...

Peu d'efforts récents concrets pour se rapprocher, pour trouver des synergies plutôt l'inverse, les divergences économiques et les contraintes budgétaires aidant

Le diable se cache dans les détails ... Das Teufel steckt im Detail ...

Derniers événements récents :

- Madame Ursula VdL est un peu à la peine pour se mettre en place en tant que présidente de l'Europe avec son équipe historique (luthérienne...) importée 100 % d'Allemagne qui a du mal à s'intégrer dans le contexte Bruxellois.

- Monsieur Macron essaye de parachuter Madame Goulard à la tête d'une des plus importantes commissions européennes (industrie, numérique...), puis après rejet, Monsieur Breton qui incarne typiquement l'« aristocratie des grandes écoles française » (là aussi un phénomène unique au monde).

- Mr Lemaire annonce une « taxe GAFA » française et non européenne (comment se mettre tout seuls à dos les USA de Mr Trump (proie facile dans le contexte), puis un "cloud européen" avec Dassault Systems mais qui avec côte allemand ? l'écho n'est pas repris par les grands industriels de l'info en Allemagne ... (ou alors c'est un murmure...). Idem pour les budgets de relance européens.

- l'Allemagne prépare son 7^{ème} budget tout en respectant le sacro-saint principe de l'équilibre, alors que la France prépare un budget déficitaire de plus de 100 Milliards, comme chaque année ...

A quand des annonces communes et concertées ? Qui seraient le début d'une vraie politique bi nationale et européenne que ce soit en matière fiscale sociale, environnementale, de politique internationale, migratoire, informatique, de religion

Aller voir et écouter, se rendre compte des cultures, des différences dans leur profondeur, de leur impact et de la meilleure manière alors d'entrer dans une vraie relation durable, de faire un chemin commun.

Mais au-delà des clivages politiques, où en est-on des évolutions communes, des harmonisations ou des divergences ?

Un point au regard à la fois de l'évolution des dernières années, de deux ans de Macronie et de la nouvelle loi de finance pour 2020, des impacts pour les entreprises et personnes étrangères en France.

Patrick Privat de Garilhe

Associé / Partner

Commissaire aux comptes & Conseil fiscal

Französischer Wirtschaftsprüfer & Steuerberater

French CPA & tax consultant

Partner Treuhand France



www.partner-treuhand.fr